



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-53593>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **24-53593**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 2024A0065 - Comptages et enquêtes relatifs aux déplacements de diverses catégories d'usagers et de véhicules, études de trafic dans les Alpes-Maritimes

**Description** : Comptages et enquêtes relatifs aux déplacements de diverses catégories d'usagers et de véhicules, études de trafic dans les Alpes-Maritimes - Lot n°1 : Réalisation de comptages routiers - Lot n°2 : Etude de trafic routier

**Identifiant de la procédure** : c6628c09-ef2a-4b95-b1c4-92aa8a6d90d0

**Identifiant interne** : 2024A0065

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : Appel d'offre ouvert

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79311000 Services d'études

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 45316210 Installation de matériel de contrôle du trafic routier

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires :** Valeur totale de l'accord cadre : 1 160 000,00 EURHT.

### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,160,000 EUR

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre :** 2

**Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots**

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

## **Section 5 - Lot**

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001**

**Titre :** Réalisation de comptages

**Description :** Réalisation de comptages

**Identifiant interne :** Lot 1

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79311000 Services d'études

**Options :**

**Description des options :** Accord-cadre sans minimum, d'un montant maximum annuel de 120 000,00 euros. Le contrat est reconductible 3 fois pour le même montant maximum par période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 MONTH

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 480,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Niveau minimum de capacité financière : CA exigé annuel global sur les 3 dernières années supérieur ou égal à 200 000 €

**Utilisation de ce critère :** Non utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Niveau minimal de capacité technique

**Description :** Le niveau minimal de capacité technique est : Un certificat de qualification professionnelle suivant ou équivalent est demandé : OPQIBI 1418 : Étude de systèmes de signalisation et de gestion d'ouvrages d'infrastructure : moyens de prise de connaissance des données du trafic routier (comptage des véhicules, mesure des vitesses, dispositifs de régulation de trafic, détection automatique d'incident)

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur technique

**Description** : Valeur technique : SC 1 – Constitution de l'équipe dédiée au marché  
SC 2 – délai de réalisation d'un rapport concernant les comptages SC 3 - délai de réalisation d'un rapport concernant les données FCD SC 4 - méthodologie de correction des comptages temporaires en section courante et comptage directionnel en cas de congestion de la circulation SC 5 - Analyse des documents demandés

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 55

**Critère :**

**Type** : Prix

**Nom** : Prix

**Description** : Prix

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 45

5.1.11 **Documents de marché**

**Adresse des documents de marché** : <https://marches-securises.fr/>,

5.1.12 **Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 05/06/2024 à 15:30

**Date limite de validité de l'offre** : 5 MONTH

**Conditions du marché :**

**Un accord de confidentialité est requis** : non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Informations relatives aux délais de recours** : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 100

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui traite les offres :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Etude de trafic routier

**Description :** Etude de trafic routier

**Identifiant interne :** Lot 2

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79311000 Services d'études

**Options :**

**Description des options :** Accord-cadre sans minimum, d'un montant maximum annuel de 170 000,00 euros. Le contrat est reconductible 3 fois pour le même montant maximum par période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 MONTH

### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 680,000 EUR

### 5.1.9 Critères de sélection

#### **Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Niveau minimal de capacité financière : avec minimum exigé

**Description :** CA exigé annuel global sur les 3 dernières années supérieur ou égal à 200 000 €

**Utilisation de ce critère :** Non utilisé

#### **Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Niveau minimal de capacité technique

**Description :** Le niveau minimal de capacité technique est : Un certificat de qualification professionnelle suivant ou équivalent est demandé : OPQIBI 1506 : Réalisation d'études de trafic routier ou de plans de déplacements, à l'échelle d'un projet routier interurbain, d'un quartier, d'une ville ou d'une agglomération, avec évaluation des émissions de gaz à effet de serre.

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

### 5.1.10 Critères d'attribution

#### **Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur technique

**Description :** Valeur technique : SC 1 – Constitution de l'équipe SC 2 – délai de réalisation d'un rapport portant sur une étude de trafic avec simulation macroscopique statique de l'existant SC 3 – délai de réalisation d'un rapport portant sur une étude de trafic avec simulation macroscopique statique d'un scénario prospectif SC 4 - Organisation interne SC 5 - Modèle Multimodale SC 6 - analyse des documents

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 60

#### **Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix

**Description :** Prix

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://marches-securises.fr/>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 05/06/2024 à 15:30

**Date limite de validité de l'offre** : 5 MONTH

**Conditions du marché** :

**Un accord de confidentialité est requis** : non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Informations relatives aux délais de recours** : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants** : 100

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :**  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui traite les offres :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Numéro d'enregistrement :** 22060001900016

**Adresse postale :** Département des Alpes Maritimes Centre Administratif Départemental

**Ville :** Nice

**Code postal :** 06201

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marches@departement06.fr

**Téléphone :** +33 497186000

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Adresse postale** : 18 avenue des Fleurs CS 61039

**Ville** : NICE CEDEX 1

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Tribunal Administratif de Nice

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : cf70e5c8-ccee-4259-9c6d-95ba716852a5 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 06/05/2024 à 12:03

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 06/05/2024